

Compte-rendu du déjeuner avec Florence Autret

14 mars 2019

Le 14 mars dernier, le Groupe des Nouveaux Lobbyistes a eu le plaisir de recevoir Florence Autret, journaliste et auteur de différents ouvrages sur le lobbying, la construction européenne ou encore la crise de l'euro. Sa présentation et les échanges ont été l'occasion d'analyser la relation franco-allemande et son avenir.

I – Présentation de Florence Autret

II – Echanges avec les participants

PRÉSENTATION DE FLORENCE AUTRET

Diplômée de l'université Dauphine et de l'IEP de Paris, Florence Autret est une journaliste spécialisée sur les questions franco-allemande.

Elle a commencé sa carrière comme attachée commerciale auprès de l'ambassade de France à Bonn (Allemagne). Par la suite en 2002, elle a intégré le cabinet de Claudie Haigneré, ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles technologies, sur les questions de coopération franco-allemande.

En tant que journaliste, elle a collaboré avec le quotidien Figaro, le Monde Initiative, Alternative économiques, l'AGEFI et La Tribune.

Par ailleurs, elle a écrit de nombreux ouvrages et articles sur le lobby *Les Manipulateurs, le pouvoir des lobbys* (Denoël, 2002) ou encore sur les relations transatlantiques *Bruxelles-Washington : la relation transatlantique sur le métier* (Note de la République des Idées, 2005) et *L'Amérique à Bruxelles* (Le Seuil, 2006). Son dernier ouvrage en date est *Angela Merkel : Une Allemande (presque) comme les autres* (Tallandier, 2013).

INTRODUCTION DU DÉBAT PAR MADAME AUTRET

Son avis sur la relation franco-allemande

La relation franco-allemande est une relation asymétrique selon Madame Autret. En effet, les Français se demandent comment rattraper les Allemands alors qu'à l'inverse eux ont besoin d'un partenaire pour exister sur la scène internationale. Pour exemple, dans les années 1990, Bercy été obsédé par la politique allemande sur les aides d'Etat appliquée au PME. Ajouté à cela, la France a tendance à idéaliser cette relation alors que les Allemands sont plus pragmatiques.

La relation entre les deux pays, malgré les apparences, n'est pas toujours d'une sincérité totale. En témoigne par exemple les discussions sur la taxe GAFA et le budget de la zone euro. Alors qu'un accord semblait avoir été obtenu entre les deux pays, Berlin a fait un revirement de dernière minute. Cela crée une certaine frustration française.

Aujourd'hui, l'Allemagne domine au niveau de l'Union européenne. Ainsi, le système de l'Union européenne s'est calqué au fil des années sur celui de l'Allemagne. Par exemple le système de grande coalition qui prédomine au Bundestag est quasi le même que celui qui existe au niveau du Parlement européen. Le Bundestag justement joue un rôle important au niveau européen comme cela a été vu lors de la crise de l'Euro. Son aval était nécessaire pour certaine décision concernant la Grèce. Par ailleurs, la Cour de justice de l'Union européenne se voit parfois limiter la portée de ses arrêts par la Cour confédérale allemande. La Cour de Karlsruhe a donc une importance considérable non seulement en Allemagne mais aussi en dehors de frontière de son pays.

De manière général, les Allemands ont un système institutionnelle solide avec un pouvoir parlementaire fort représenté par le Bundestag. A l'inverse, la France a un système trop centralisé, ce qui crée une certaine faiblesse.

Au niveau européen, l'Allemagne se démarque aussi par une stratégie d'occupation des hauts postes. Pour preuve, trois institutions ont des secrétaires généraux allemands avec Klaus Welle au Parlement européen, Helga Schmid au Service

européen d'action extérieur et Martin Seylmar à la Commission européenne. Ajouté à cela, ils occupent la présidence de quatre institutions financières : la Cour des comptes européennes, la Banque européenne d'investissement, le mécanisme européen de stabilité et du Conseil de résolution unique des crises bancaires. Au niveau du Parlement européen, il y a une omniprésence des allemands. Le constat est que l'un des risques est que l'Union européenne devienne un levier de puissance pour l'Allemagne.

Suite à cet état des lieux, Florence Autret nous a aussi décrit la vision de l'Union européenne d'Angela Merkel. Selon elle, l'Europe est un continent privilégié par rapport au reste du monde par sa richesse et sa protection sociale. Sa vocation est de le préserver. Cette volonté s'explique par son expérience personnelle avec l'idée que le libéralisme est synonyme de liberté individuel.

L'une des différences majeures entre l'Allemagne et la France est que les Allemands ont le sens du collectif alors que les Français sont individualistes selon Madame Autret.

QUESTIONS/RÉPONSES

L'impact de la sortie du Royaume-Uni sur la relation franco-Allemande

La sortie du Royaume-Uni ne fait qu'aggraver les choses. En effet, alors que les Allemands seraient prêts à les garder, pour la France il n'y a que deux solutions : une sortie avec ou sans accord, sans négociation possible. Aussi, sur la négociation de la relation future du Royaume-Uni, de nouveaux conflits devraient apparaître entre l'Allemagne et la France.

Le futur de la relation franco-allemande

La tribune d'Emmanuel Macron a été mal vue en Allemagne. En effet, aucun pays n'a prétendu pouvoir proposer un programme complet, point par point, pour l'Europe. Ceci dit, cela a forcé les autres pays à réagir. La présidente de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, dit AKK, a répondu dans une lettre, certainement poussé par Madame Merkel.

Une concurrence et un programme différents se dessinent entre M. Macron, futur membre d'un parti centriste ou de l'ALDE et AKK, membre du PPE. Les divergences dans le couple allemand se font donc de plus en plus visibles.

Sur la fusion Alstom-Siemens

Interrogé sur cette question, Madame Autret a jugé personnellement qu'au sens de la politique industrielle, la volonté de fusionner Alstom et Siemens est tout à fait compréhensible. Néanmoins, l'argument d'abus de position dominante amené par la Commissaire à la concurrence Vestager, n'est pas complètement infondé. A cette occasion, la France a réitéré sa volonté de refonder la politique concurrentielle européenne.

Les enjeux du prochain Parlement européen

Suite à la campagne anti-Bruxelles menée par le gouvernement hongrois, de nombreux partis nationaux alliés au PPE souhaitent l'éviction du Fidesz. Néanmoins, Manfred Weber, Spitzenkandidat du PPE, est prêt à tout pour l'éviter.

L'avenir du Fidesz au sein de PPE et du parti de Macron aux élections européennes est intimement lié. En effet, si le parti de Viktor Orban reste, les libéraux pourront attirer à eux une partie de la droite démocratique. En conséquence, le PPE va se droitiser davantage. La question qui se pose alors est de savoir où va se mettre LREM ? L'idéologie politique de Macron ne se retrouve dans aucun parti.

Sur la future présidence de la Commission européenne, à son sens, Manfred Weber n'a pas l'envergure pour occuper ce poste. De plus, Angela Merkel ne soutient pas le système des Spitzenkandidat.
